

principe du gouvernement autonome pour un pays comme le Canada. Est-il quelqu'un qui veuille faire fi de ce principe et consente à envoyer une contribution de vingt ou vingt-cinq millions à l'Angleterre à l'instigation de Robert Blatchford.

Et cependant on a cité Robert Blatchford comme une autorité qu'il faut consulter, pour obtenir des renseignements exacts sur la situation actuelle de la Grande-Bretagne. Les honorables députés auraient volontiers accepté pareille autorité, dans la conviction que, en tant qu'il s'agit de Blatchford, ils pourraient trouver une raison valable; du moins, une fois, tous les deux jours. M. John Burns abonde en effet dans le sens des observations que je viens de formuler.

Je ne m'attarderai pas à donner lecture d'extraits empruntés aux discours prononcés, l'an dernier, par le chef de l'opposition (M. R. L. Borden). Il est hostile à la création d'une marine canadienne. En étudiant cette question, je me disais: "Je ne sais trop si je ne pourrais pas confier à ma mémoire quelques extraits empruntés des discours de l'honorable député.

M. HUGHES: Vous ne sauriez citer de meilleure autorité.

M. RALPH SMITH: Mon honorable collègue (M. Hughes) bien qu'il ne soit pas coutumier du fait, vient de dire la vérité; car, en effet, il serait impossible de rien trouver de plus probant que ces discours du chef de l'opposition, en faveur d'une marine canadienne. Voyons l'attitude prise par le chef de l'opposition, il y a dix mois. Je rappellerai au ministre de la Milice qu'il y a dix mois à peine, le chef de l'opposition avait conçu une si haute idée de la suprême importance d'une marine canadienne, qu'à ses yeux, la question de la défense du Canada par l'armée de terre avait peu de valeur et il aurait fallu, à son avis, consacrer à la création d'une flotte canadienne la moitié de l'argent que nous dépensons aujourd'hui pour la milice. Il mettait en plein relief l'importance du commerce canadien d'outre-mer comparativement à son commerce par voie terrestre et il prétendait que les arguments invoqués en faveur du système naval l'emportaient victorieusement sur ceux allégués à l'appui de l'armée de terre. Citons quelques-uns de ses arguments: 92 p. 100 de notre commerce passent outre-mer, et le reliquat de 8 p. 100 suit la voie terrestre. Pour cette armée de terre, nous dépensons annuellement \$6,000,000.

Qui nous empêcherait de retrancher quatre millions de dollars consacrés à l'armée de terre et de les affecter à un magnifique système de protection du pays? Je me rangeai à cet avis; car, quelques semaines auparavant, j'avais formulé ici même quelques légères critiques contre l'exagération

des dépenses affectées à la milice, et voici le point de vue auquel je me plaçais: les ministres, disais-je, rayent des budgets de leurs départements nombre de crédits destinés aux travaux publics dans les diverses provinces, et cela par suite de la situation financière; or, ajoutais-je, puisque l'on retranche du budget des sommes affectées à des travaux publics productifs, on aurait fort bien pu, en pareille circonstance et pour le même motif, rogner quelque peu le budget militaire, pour l'exercice en question. Lorsque le chef de l'opposition (M. R. L. Borden) développa cette thèse, je me rangeai cordialement à son avis.

Relisons quelques-unes de ces observations formulées par l'honorable député:

Je dois vous faire observer, monsieur l'Orateur, et je dois rappeler à la députation que les dépenses effectuées pour la défense de nos ports de mer, de nos côtes, pour celle des eaux de l'océan qui touchent à notre littoral, sont de bien plus haute importance et infiniment plus avantageuses que les dépenses que nous exécutons annuellement pour nos troupes de terre... D'abord, à mon avis, il faut viser avant tout à la création d'une marine canadienne.

En présence de pareilles déclarations formulées par le chef d'un grand parti politique, on se demande quel concours étonnant de circonstances a pu provoquer pareille volte-face. Qu'est-il donc arrivé au pays pour qu'il faille refuser aujourd'hui de doter le Canada de cette marine dont on demandait la création, il y a dix mois à peine? Ah! sans doute c'est que la panique a traversé l'océan. Peut-être ces messieurs pensent-ils qu'il n'existe pas de circonstances critiques. Si aujourd'hui, à leur avis, la création d'une marine canadienne n'est pas nécessaire, parce que ces honorables députés croient qu'il n'existe pas de crise, par quel procédé de logique, peuvent-ils supposer qu'il faille offrir deux Dreadnought? S'il n'est pas nécessaire de construire une flotte destinée à protéger notre commerce, pourquoi donner à la Grande-Bretagne une somme de \$20,000,000 ou de \$25,000,000, pour la dépense de laquelle nous n'aurions nullement voix au chapitre? A mes yeux, l'attitude prise par ces honorables députés est des plus illogiques.

Un autre collègue a prononcé ici même l'an dernier, une superbe harangue; mais sa volte-face a été tout aussi rapide que celle de ses collègues. Relisons ensemble certaines observations que j'emprunte de son discours de l'an dernier. J'ai relu le texte de ce discours, trois heures avant qu'il prononçât sa harangue, cette année; or, pendant qu'il pérorait ici, je pouvais facilement comparer les deux harangues, celle de l'an dernier et celle de cette année et observer le caractère étonnant et la rapidité de son évolution. Relisons quelques phrases: